

*L'Adresse—M. Boisvert*

années 50 et le début des années 60, a eu quelques résultats positifs.

Autre ironie de notre situation, au cours des dernières élections fédérales, mes adversaires ont parcouru la circonscription, en particulier vers le nord, en déclarant: «Regardez ce que nous avons fait pour vous, nous vous avons donné l'assurance-maladie et l'assurance-hospitalisation.» J'étais vraiment furieux quand je l'ai entendu dire parce que les gens de la Saskatchewan savent très bien d'où leur viennent les soins médicaux et l'assurance-hospitalisation et qui les leur a fournis pour la première fois, ainsi que qui s'y est opposé. Des millions de dollars avaient été dépensés pour défaire le programme en 1962, et ces efforts avaient remporté certains succès pendant un temps.

Des fonds fédéraux n'ont été affectés à l'assurance-hospitalisation et aux soins médicaux que lorsque le gouvernement y a été contraint par les pressions politiques ainsi que pour des raisons d'opportunisme politique. Il devait le faire pour survivre. Ils nous ont pris une grande partie de notre mérite, mais je suis encore très fier d'être appelé la conscience du pays. Je sais très bien qui étaient ceux qui ont financé les médecins, qui ont essayé de s'opposer aux soins médicaux en Saskatchewan en 1962, et qui ont fourni les fonds pour défaire le gouvernement de cette province et qui étaient honnêtes et croyaient en la bonté foncière du genre humain.

Monsieur l'Orateur, je crois que nous devons donner à ce Parlement l'occasion de travailler et que nous devons oublier certaines des chicanes qui ont eu lieu . . .

**M. l'Orateur adjoint:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'interrompre le député mais son temps est écoulé, à moins qu'il n'y ait consentement unanime pour lui permettre de poursuivre.

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**M. l'Orateur adjoint:** Le député de Drummond (M. Boisvert) a la parole.

• (1730)

[Français]

**M. Jean-Marie Boisvert (Drummond):** Monsieur le président, c'est la première fois que j'ai l'honneur de m'adresser à cette auguste assemblée, et je suis fier de pouvoir dire, au nom de mes électeurs de la circonscription de Drummond et de tous les citoyens bien pensant du pays, le bien-fondé de leur mécontentement et de leurs critiques à l'endroit du gouvernement, tout en faisant part à celui-ci de leurs désirs et de leurs espoirs.

Des critiques, il y en a toujours eu; de l'espoir, il y en a de moins en moins chez les Canadiens, parce qu'ils croient de moins en moins aux promesses du gouvernement actuel, qui a pris les mêmes recettes pour faire face aux mêmes problèmes que tous les gouvernements antérieurs. Le gouvernement continue à prendre les contribuables pour de beaux dindons bien dodus comme ceux qu'on farcit une fois par année, toujours selon la même vieille recette et dont tout le monde est dégoûté, mais qui ne change pas, parce qu'on garde toujours le même chef: la haute finance, le chef des «rouges» ou des «bleus» qui ne cuisine que pour son propre estomac, peu importe le régime des contribuables, peu importe s'ils crèvent de faim ou s'ils peuvent assurer leur subsistance le lendemain.

Par le discours du trône qu'a lu le Gouverneur général, le gouvernement dresse une liste de vœux pieux. Il ne fait que jeter de la poudre aux yeux. Le contribuable, de loin, suit parfois distraitement ce qui se passe sur la scène fédérale et les commentaires des représentants du gouvernement et de l'opposition officielle qui sonnent faux, sans parler des rêves de conquête du Nouveau parti démocratique.

Monsieur le président, dans son discours du trône, le gouvernement commence à tenir compte des réformes que le Crédit social «prêche» depuis plus de 30 ans. Il faut donc en conclure que, pour les libéraux, l'âge de raison arrive à 30 ans. Mieux vaut tard que jamais, cependant.

Monsieur le président, il y a des problèmes dans le Canada, notamment dans la circonscription de Drummond.

Drummondville est une ville importante de la province de Québec, sise au centre de la circonscription de Drummond, dont les contribuables m'ont mandaté pour les représenter; je veux les en remercier sincèrement et les assurer de mon entier dévouement pendant toute la durée de mon mandat.

Drummondville est une ville où existe l'industrie textile, dont les principaux employeurs paient des salaires inférieurs à la moyenne. Voilà pourquoi le revenu moyen à Drummondville est parmi les plus bas au Canada. Quand des ouvriers sont congédiés, ils sont tout indiqués pour les allocations de bien-être social, et ils sont légion chez nous, ceux qui n'ont que ce seul moyen de subsistance. Les autres industries sont toutes également d'ordre secondaire ou tertiaire. Il n'y a vraiment pas d'industries de base, c'est-à-dire sur lesquelles peuvent se greffer des industries secondaires.

Drummondville constitue un carrefour au Québec. Au fait, son rayonnement s'étend à tous les centres importants de la province. Son système routier est excellent et peut répondre aux besoins de n'importe quelle industrie. Le gouvernement lui a enlevé une excellente chance de s'épanouir récemment, en décidant de ne pas construire l'aéroport à Drummondville, mais à Sainte-Scholastique. Je parle de cet aéroport, parce qu'il fut pour un temps le plus grand espoir dans l'histoire de notre ville.

• (1740)

On avait vanté l'emplacement de Drummondville, au carrefour du Québec, à proximité des grands centres comme Trois-Rivières, Montréal, Granby, Sherbrooke, Victoriaville et Québec. Des milliers de citoyens avaient signé des pétitions exprimant leur désir de voir se concrétiser ce projet. Les chômeurs et les assistés sociaux voyaient poindre une lueur de jours meilleurs. La fierté de tous les citoyens s'était ravivée avec l'espoir de voir enfin le nom de la ville figurer sur la carte. L'espoir de voir ce projet se réaliser se fondait sur l'appui de deux ministres de la circonscription, pouvant assurer le patronage provincial et le patronage fédéral. C'est ainsi qu'on est allé installer l'aéroport ailleurs dans un «bled» dont on n'avait jamais entendu parler, à proximité de la capitale fédérale et de l'Ontario, dans une région montagnaise qui ne se prêtait pas à un développement rapide.

Il me semble que le gouvernement aurait pu suppléer en favorisant chez nous l'implantation d'industries prospères et viables, et qui auraient contribué à amener chez nous de nouveaux capitaux, à activer le commerce, à permettre à l'économie de fonctionner d'une façon plus régulière et plus normale.

Si, dans notre régime démocratique, le gouvernement n'a pas la liberté d'assurer à chaque citoyen une juste